

DELIBERATION  
DU CONSEIL METROPOLITAIN



PRÉF 05  
08.11.2022

POLE METROPOLITAIN  
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN  
SEANCE DU JEUDI 20 OCTOBRE 2022 – 16H30

DELIBERATION N° 02

**OBJET : PROCES-VERBAL DES SEANCES DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 29 MARS 2022**

L'an deux mille vingt-deux et le vingt octobre à seize heures trente, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle de la Maison des associations, 288 chemin de Saint-Claude à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

**Le 14 octobre 2022**

Date de publication

du 09 NOV. 2022 au 09 JAN. 2023

De réception en Préfecture

08 NOV. 2022

Secrétaire de séance

*Jerome Viaud*

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site <http://www.telerecours.fr/>

**Étaient présents:**

|                          |                     |                        |
|--------------------------|---------------------|------------------------|
| M. Jean LEONETTI         | M. David LISNARD    | M. Jérôme VIAUD        |
| M. Thierry OCCELLI       | M. Yves PIGRENET    | M. Charles Ange GINESY |
| M. Jean-Pierre DERMIT    | M. Lionnel LUCA     | M. Jean-Marc DELIA     |
| M. Christophe FIORENTINO | Mme Michèle PAGANIN | M. Pierre CORPORANDY   |

**Étaient représentés :**

M. Kevin LUCIANO par M. Frédéric POMA  
M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGES  
Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI  
M. Richard GALY par M. C. ULIEVERI  
M. Pierre ASCHIERI par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

**Ayant donné procuration :**

M. Gérald LOMBARDO à M. Jean LEONETTI  
M. Sébastien LEROY à M. David LISNARD

**Était absents:**

Mme Sophie ROHFRIETSCH,

formant la majorité des membres en exercice.

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jérôme VIAUD est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

PREF 05

05.11.2022

- M. Jean LEONETTI, Président, prend la parole.

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal des séances de 10h00 et de 10h15 du Conseil métropolitain du mardi 29 mars 2022

**LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE** le procès-verbal des séances de 10h et de 10h15 du Conseil métropolitain du mardi 29 mars 2022.

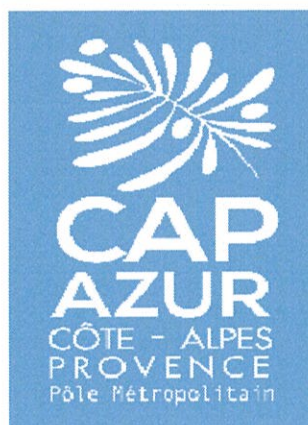
AINSI FAIT ET DELIBERE  
À ANTIBES LE 20 octobre 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

PREF 06  
06.11.2022

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES  
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



## **POLE METROPOLITAIN CAP AZUR**

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE ORDINAIRE  
DU 29 MARS 2022**

## Séance de 10h00

PREF 05  
05 10 00

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf mars à 10 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle du chapiteau aux Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### PRESENTS :

M. Jean LEONETTI, M. Thierry OCCELLI, M. David LISNARD, M. Jérôme VIAUD, M. Charles Ange GINESY, M. Lionnel LUCA, M. Christophe FIORENTINO, M. Richard GALY, M. Jean-Pierre DERMIT, M. Yves PIGRENET

### REPRESENTES :

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI, M. Eric MELE par M. Frédéric POMA, M. Kévin LUCIANO par M. Gilbert HUGUES, M. Joseph CESARO par M. Jean-Pierre CAMILLA, M. Sébastien LEROY par M. Charles BAREGE, M. Pierre CORPORANDY par M. Roger CIAIS

### PROCURATION :

Mme Michèle PAGANIN à M. Jérôme VIAUD

### ABSENTS :

Mme Sophie ROHFRTSCH, M. Pierre ASCHIERI, M. Jean-Marc DELIA

Formant la majorité des membres en exercice ;

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **M. Jérôme VIAUD** est désigné comme secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.



# Ordre du jour

BREF 06  
06-11-2022

**1. M. Le Président**

Motion contre la fusion du Département des Alpes-Maritimes et de la Métropole Nice Côte d'Azur

**2. M. Le Président**

Débat d'Orientation Budgétaire 2022 du Pôle Métropolitain  
CAP AZUR



## 1. Motion

**M. le Président** – Je vous présente une motion contre Nice Côte d'Azur. Ces délibérations ont été prises séparément dans les Communautés d'Agglomération et je vous demande de les approuver. Rien n'est plus évident, pour la conception que nous avons du Pôle Métropolitain, que de s'opposer à la disparition du Conseil départemental dans la vision que nous avons de l'intercommunalité et de l'organisation territoriale, par rapport à une métropolisation de cette solidarité indispensable qu'est la présence du Conseil départemental sur l'ensemble du territoire.

Il y a deux sujets. Un certain nombre de gens disent que cela ne nous concerne pas. La métropole ne fusionnerait que pour une partie du Conseil départemental et CAP AZUR en serait « protégé » et exclu. Néanmoins, nous savons qu'un Conseil départemental perdrait l'unité des Alpes-Maritimes et perdrait également de son pouvoir de solidarité sur l'ensemble du territoire.

Avec votre autorisation, je passe la parole à Charles-Anges GINESY qui n'est pas là en tant que Président du Conseil départemental, mais qui a une petite idée de la question.

**M. GINESY** - Merci, Président. Merci, cher Jean, de me confier la parole quelques instants pour expliquer à la fois la position du Président du Département, bien que je siége ici en tant que Président de la Communauté de communes Alpes d'Azur. J'aimerais vous dire - et enfoncer le clou - que Conseil général, à l'époque, quand il a été conçu, quand il a été construit, quand il a été inventé, c'était pour avoir l'expression de cette solidarité territoriale qui a été transformée petit à petit avec des compétences nouvelles pour avoir une solidarité sur le plan social. C'est-à-dire que, petit à petit, le Conseil départemental s'est établi comme étant une caisse de péréquation entre les zones riches de notre département et celles qui le sont moins, pour exprimer la solidarité territoriale auprès des communes. Je suis Président d'une Communauté de communes de 34 communes Alpes d'Azur, sans lesquelles nous ne pourrions pas mener nos projets sans une aide financière apportée en subventions par le Conseil départemental.

Sur Antibes, avec la CASA, au niveau de Cannes avec la CAPL, avec la CAPG - bien que ce soit un peu moins marqué sur Grasse -, vous avez la chance d'avoir cette richesse qui s'appuie sur des villes du littoral qui sont riches et la solidarité peut s'exprimer sur la Communauté d'Agglomération.

Sur Alpes d'Azur, point de salut sans le Conseil départemental qui aide sur les projets communaux, mais en même temps, qui exprime une solidarité. Sur le plan des pompiers, je rappelle que le service départemental d'incendie et de secours est financé par le Département dans cette solidarité à plus de 80 M€ sur le SMIAGE qui est intervenu de façon efficace dans la vallée de la Roya et dans la vallée de la Vésubie, mais qui intervient également dans la vallée de la Siagne, sur la Brague, sur tous les cours d'eau qui peuvent poser problème. C'est une solidarité départementale et une initiative du Conseil départemental.

Je vais m'arrêter là, car le catalogue de tout ce que fait le Département pourrait être bien long. Mais, on est sur cette solidarité dont on ne peut se passer. Nous savons bien que cette solidarité qui est exprimée aujourd'hui - je vois ici, avec nous, des conseillers départementaux, Jean-Pierre DERMIT, Françoise - s'exprime également sur le territoire métropolitain. Nous avons là-dessus la reconnaissance des maires. J'ai une vision que nous partageons avec Jean LEONETTI, avec David LISNARD et avec Jérôme VIAUD, comme avec la plupart d'entre vous : on ne peut pas se priver de cette force que représentent les communes, à la tête desquelles un maire investit son temps de façon généreuse, avec des adjoints, avec un Conseil municipal. Si l'on se prive de cette énergie, on prive évidemment les territoires d'un aménagement constructif qui serait dommageable pour l'ensemble du Département. C'est la raison pour laquelle je m'oppose avec force - ce que je vous demande de faire également -, en remerciant Jean LEONETTI spontanément de s'être mobilisé en disant quelque chose de très fort. En effet, la métropole est quelque chose



d'archaïque - tu ne l'as pas repris dans ta thématique ce matin -, mais je trouve que le mot est très fort. Cette notion de « métropole » appartient au passé. Elle appartient à une époque où il fallait toujours voir plus gros pour avoir des économies d'échelle, où il fallait toujours voir plus gros pour avoir des effets de synergie. Aujourd'hui, je pense que les citoyens français appellent à une proximité, appellent à recentrer les efforts au plus près de leurs habitats, au plus près de leurs préoccupations. Cela passe par les communes. Le couple Département/Conseil départemental/communes est, à mes yeux, absolument indispensable pour construire l'avenir.

Voilà ce que je voulais ajouter à ce qui a été dit, en disant que la solidarité du Ministre Jean LEONETTI a été suivie, d'entrée de jeu, du Président des Maires de France, notre ami David LISNARD - qui a eu, lui aussi, des mots très forts - et du Conseiller Départemental Vice-président en charge de l'environnement que j'ai oublié d'associer tout à l'heure en citant les Conseillers départementaux, mais qui a, lui aussi, une action très forte pour défendre le Conseil départemental.

Merci à tous de m'avoir entendu sur ce sujet.

**M. le Président** - Merci, Monsieur le Président. On accueille Lionnel LUCA, masqué, mais présent. Vous avez sur table la motion que vous connaissez. Je ne vais pas vous la relire. Si personne d'autre ne souhaite intervenir, je passe au vote.

Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? Je vous remercie de ce message fort que l'on passe, non pas à l'est du Département, mais au Gouvernement et au Président de la République, en disant que les collectivités territoriales doivent s'organiser elles-mêmes et que l'on n'a pas besoin que l'on nous explique comment faire.

---

Extrait de la délibération :

*Nous, élus des Alpes-Maritimes, approuvons la présente motion contre la fusion du Département des Alpes-Maritimes et de la Métropole Nice Côte d'Azur.*

---

## 2. Débat d'Orientation Budgétaire 2022 du Pôle Métropolitain CAP AZUR

**M. le Président** - Le Débat d'Orientation Budgétaire du Pôle Métropolitain a une petite caractéristique. Il peut être considéré comme étant extrêmement maigre, puisque le budget est de 1 €. Comment débattre de l'utilisation de cet euro ? En réalité, nous le savons, nous avons fait un choix qui a été porté par nous tous - particulièrement par David LISNARD -, qui consistait à dire : pas de structure supplémentaire, pas d'indemnités d'élus, pas de budget, les budgets étant justement dans cette idée de complémentarité et de diversité, chacun se mobilisant sur un projet et mobilisant son territoire pour activer le projet.

On pourrait dire que l'on en reste là. Pourtant, je voudrais évoquer avec vous ce matin plusieurs sujets qui ne sont pas totalement anodins.

D'abord, nous avons une réflexion à avoir, et nous l'avons, mais nous devons l'accélérer sur les déchets et sur les transports. Je rappelle qu'un Pôle Métropolitain, ce sont essentiellement les Communautés d'Agglomération et les Communautés de communes et ce sont effectivement les transports et les déchets. Nous devons travailler ce sujet, car un certain nombre de problématiques continuent d'exister.

Sur les déchets, nous devons accélérer notre autonomie territoriale. Cet axe comprend la diminution des déchets. Nous avons déjà beaucoup fait dans ce domaine, mais il reste encore des possibilités dans le tri sélectif et dans notre capacité à mieux gérer les verts et les déchets de verre



sur des communes qui sont en grande partie touristiques. Cet effort est indispensable et il faut se fixer la barre haute. Si nous voulions être autosuffisants sur le territoire ouest, nous dirions qu'il suffirait - mais encore faut-il que nous ayons la capacité de le faire - d'économiser 30 000 tonnes. À l'inverse, nous avons une démographie qui fait que nous continuons à augmenter notre population. Même si elle augmente de manière modérée, cet élément viendra en point d'orgue négatif. Mais surtout, je trouve que, dans l'esprit de chacun, l'idée que le déchet, le plastique, les lois qui obligent les grandes surfaces à moins utiliser ce type d'emballage, la capacité que nous avons tous à mobiliser le civisme à l'intérieur de nos territoires, font que cet objectif n'est pas inatteignable.

Tel est le premier axe que nous allons travailler ensemble pour faire sorte que l'on franchisse une étape supplémentaire dans le tri et dans la diminution des déchets produits.

Le deuxième élément est conjoncturel. UNIVALOM, que j'ai l'honneur de présider temporairement, est un organisme qui gère en grande partie le déchet, puisqu'il gère l'usine de valorisation des déchets. Une opportunité vient de se présenter. Cette opportunité, c'est d'abord de constater que l'on a bien fait d'utiliser cette usine pour produire de l'électricité. Quand on voit le prix de l'électricité à l'heure actuelle, je pense que ce sera une économie d'échelle pour les communes qui en sont membres.

Mais, le deuxième point est de se dire que l'on peut développer un réseau de chaleur à partir de l'usine. Ce réseau de chaleur est bien à la fois sur le plan économique et sur le plan écologique. Pour des raisons de mise en place de tuyaux, de travaux, à UNIVALOM, nous allons anticiper la délégation de Service Public.

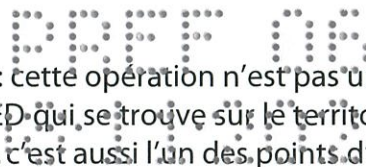
Je voudrais vous dire, ici, ce que je proposerai, en accord avec l'ensemble des membres d'UNIVALOM, lors de la prochaine séance.

La première, c'est que si nous sommes à CAP AZUR, nous sommes en solidarité. Le Président GINESY l'a dit tout à l'heure : il y a un territoire qui a moins de ressources que les autres puisqu'il ne s'appuie pas sur la centralité d'une ville importante. C'est Alpes d'Azur. Je proposerai donc que les 30 000 tonnes Alpes d'Azur rentrent directement dans UNIVALOM afin que nous ayons cette première étape de solidarité.

Mais, cette première étape de solidarité doit aussi être un deuxième pas. Dans la délégation de Service Public, je veux inclure le fait que les communes qui aujourd'hui ne sont pas membres d'UNIVALOM et qui le seront peut-être un jour - le Pays Grassois et la ville de Cannes - bénéficient, dans cette négociation, non seulement d'un vide de four préférentiel, mais d'une négociation financière qui en fixe un plafond et qui en garantisse la pérennité. Cette action-là montrera qu'il y a un effort collectif par l'ensemble de nos citoyens et par l'ensemble des collectivités pour diminuer les déchets. Mais, cette action montrera également qu'il y a un effort de solidarité de l'ensemble de CAP AZUR envers les communes qui, aujourd'hui, n'ont pas d'exutoire total pour leurs déchets. Dans ce contexte, j'ai bien noté le projet de David LISNARD de créer une unité sur la ville de Cannes.

Avançons sur les années à venir et regardons ce qui sera nécessaire ou indispensable au moment où nous aurons franchi ces deux étapes. On a 60 000 tonnes de déchets en trop. On a 30 000 tonnes de vide de four. Si UNIVALOM est capable de gérer ces vides de fours préférentiellement vers les communes voisines et amies, et si nous sommes capables de diminuer de 30 000 tonnes les déchets de la partie ouest des Alpes-Maritimes, nous avons une autosuffisance.





Le dernier point que je veux évoquer est le suivant : cette opération n'est pas une opération contre quiconque. Je continue à penser qu'au Broc, le SMED qui se trouve sur le territoire de la métropole doit continuer à évoluer vers un biodéchet puisque c'est aussi l'un des points d'avenir.

Enfin, avec la métropole qui rénove aujourd'hui son usine, il y aura peut-être des moments de complémentarité : quand on arrêtera les fours d'un côté, on pourra toujours se tourner vers l'autre partie du Département.

Voilà donc ce que je vous propose aujourd'hui. Dans une vision volontariste, il faut à terme que CAP AZUR s'étoffe de projets concrets dans les deux domaines des déchets et des transports.

Sur les déchets, je vais passer la parole à David LISNARD et à Jérôme s'il le souhaite, pour que nous puissions partager cette vision ambitieuse et solidaire du territoire de CAP AZUR.

Monsieur le Président.

**M. David LISNARD** - Merci, Monsieur le Président. Le propos qui vient d'être prononcé par Jean était effectivement extrêmement fort. La décision puissante s'inscrit en parfaite cohérence avec ce qu'à titre personnel nous défendons avec Jérôme depuis des mois et des années. Je veux vraiment remercier Jean LEONETTI, comme je tiens à le remercier toujours de sa capacité à accueillir nos excédents de déchets lorsqu'il le fallait avec UNIVALOM, dans des conditions acceptables, voire très correctes, ce qui nous a permis de passer des caps difficiles sur les périodes estivales. Je le dis en public, je l'ai déjà dit, mais je veux le confirmer : Jean a toujours été pragmatique et très partenaire en la matière.

La logique qui vient d'être évoquée mérite d'être rappelée. Sur cette problématique des déchets, on doit progresser en sobriété, en solidarité, en efficacité. La sobriété est celle qui doit nous mener à conduire des politiques encore beaucoup plus fortes. Nous nous y préparons dans chacune de nos agglomérations ou intercommunalités en termes de réduction à la source des déchets et d'optimisation des collectes. Quand je dis « optimisation », c'est à la fois en volumes, mais aussi en qualité du jet de déchets de la collecte pour éviter de retrouver du verre et du vert dans nos poubelles. Là-dessus, le travail de réduction du tonnage est possible. Il est souhaitable. Il va être mené de façon beaucoup plus forte. Cette sobriété-là est absolument nécessaire d'un point de vue écologique et économique.

Le deuxième élément est la solidarité. C'est ce que nous appelons de nos vœux depuis longtemps en disant que dans le Département, il y a les équipements pour avoir une filière complète et traiter globalement les déchets sans être obligé de les exporter. Mais, en raison de certaines pratiques, de certains opérateurs, cela ne peut pas se dérouler de façon sereine. En effet, il nous est demandé des tarifs parfois trois ou quatre fois supérieurs aux tarifs classiques. Ce n'est pas 20 % ou 30 % : ce peut être quatre fois, ou en tout cas trois fois et demie le prix du tonnage sur des unités de traitement énergétique. C'est ce que nous plaçons depuis longtemps en disant que nos déchets sont aussi une ressource pour les unités de traitement. Cette ressource permet d'améliorer le chiffre d'affaires de ces unités et d'avoir un ratio de chiffre d'affaires par charge fixe qui s'améliore. Donc, soit nous demandons un tonnage, un prix et une durée garantie pour ces déchets, soit nous créons sur le territoire de Cannes notre propre unité de « valorisation matière » et de « valorisation énergétique. » Ce que propose Jean aujourd'hui est particulièrement pertinent, car cela nous permet de progresser, d'avancer, de faire le point en deux ou trois ans et parallèlement, de continuer avec le SMED cette hypothèse - ce plan B qui peut devenir un plan A - de création de nouvelle unité, y compris de valorisation énergétique sur le territoire de Cannes, ce qui est un choix politique fort.

Par la solidarité, on en arrive au troisième point : l'efficacité. C'est-à-dire que l'on optimise les installations existantes, on traite les déchets au meilleur coût, on évite l'exportation de déchets - ce qui a un sens symbolique, mais également un sens d'un point de vue économique en termes de



bilan CO2 et de bilan carbone - et on montre notre capacité dans l'ouest des Alpes-Maritimes à traiter nous-mêmes nos problèmes, en l'occurrence nos problèmes de déchets. De plus, du côté du SMED - lequel relie le Pays de Grasse et Cannes, puisque dans l'agglomération Cannes Lérins, il y a les communes qui vont à UNIVALOM et Cannes qui, historiquement, est rattaché au SMED -, celui-ci apporte lui aussi des éléments extrêmement positifs dans cette chaîne de solidarité et d'efficacité. En effet, l'équipement du Broc va être complètement rénové sur le plan technique pour apporter une solution manquante dans la filière du traitement des déchets des Alpes-Maritimes. Le centre de tri à Cannes-la-Bocca est à ce jour le seul du départemental. Tous les bacs jaunes, tous les éléments du tri sélectif - qui est d'ailleurs un abus de langage, un tri étant forcément sélectif - sont apportés sur la commune de Cannes et sont des équipements du SMED.

Le troisième atout du SMED est cette ouverture du centre de stockage des déchets ultimes à Bagnols-en-Forêt qui est peut-être le maillon qui manquait à tout le monde dans les Alpes-Maritimes, pour un tonnage de 30 000 tonnes par an.

Cet acte fort de CAP AZUR auprès d'Alpes d'Azur - mais aussi dans cette logique ouest des Alpes-Maritimes qui est portée par Jean - est un élément très positif sur le plan écologique, sur le plan économique, et vous me permettrez de dire sur le plan politique au vrai sens du terme, pour montrer la capacité des Alpes-Maritimes en général, et de l'ouest des Alpes-Maritimes, à être autonome, souverain et indépendant dans sa capacité à gérer cette problématique. Je veux donc à nouveau remercier et saluer cette démarche proactive menée par CAP AZUR et menée par son Président, Jean LEONETTI.

**M. le Président** - Jérôme.

**M. VIAUD** - Merci. Quelques mots complémentaires, mais David LISNARD vient de dire l'essentiel. À ceux qui avaient des doutes, je crois que l'on démontre aujourd'hui la pertinence de CAP AZUR dans la capacité à traiter des sujets aussi essentiels que celui-ci. Je remercie Jean LEONETTI, car on franchit une étape immense. Avec le temps, peut-être que tout le monde mesurera l'importance de cette décision et de ce choix qui, comme vient de le dire David LISNARD, est un choix d'indépendance, de projection vers l'avenir, de maîtrise des coûts. Nos concitoyens regarderont cela sur leur feuille d'impôt, sur la ligne des ordures ménagères. C'est un sujet essentiel sur lequel on avait de grandes difficultés. Jean, Monsieur le Président, un immense merci, car, par étape, on va vers une solution. On démontre que les propos d'origine de la solidarité - que nous avons évoquée quand on s'est marié tous les quatre dans ce beau projet territorial - se traduisent dans des actes et dans les sujets les plus importants qui sont devant nous, pour lesquels on est réuni et pour lesquels on travaille régulièrement dans cette Instance. Merci beaucoup.

**M. le Président** - Monsieur le Président, pour conclure ce sujet.

**M. GINESY** - Merci, Monsieur le Président. Je ne me permettrai pas de revendiquer la conclusion. Je dirai simplement, mes chers collègues, que j'ai aujourd'hui le sentiment que le Pôle Métropolitain CAP AZUR met un coup d'accélérateur en prenant une décision sur la proposition de Jean LEONETTI qui est validée par David LISNARD, par Jérôme VIAUD et probablement par vous tous. On le verra dans quelques instants. Dans tous les cas de figure, on franchit un cap important sur la responsabilité de ces déchets qui encombrant notre Département. Cela me rappelle l'époque où Jean LEONETTI présidait la Commission départementale d'élimination des déchets. Il avait à sa droite le Préfet des Alpes-Maritimes, il avait à sa gauche Charles-Anges GINESY Président du Département. C'était une époque où le Département, mes chers collègues, avait la responsabilité de l'élimination des déchets qui nous a été enlevée ensuite, en compétence, par les lois successives.

Mais, sous le couvert de ceux qui sont présents - des Conseillers départementaux, Vice-président au tourisme, David LISNARD, Jérôme VIAUD, Jean-Pierre DERMIT et Françoise THOMEL qui sont ici



présents -, cela ne m'empêchera pas d'exprimer, avec le Conseil départemental, la solidarité financière sur les projets qui pourraient être menés sur le Pôle CAP AZUR.

J'aimerais effectuer un deuxième remerciement sur la proposition de Jean LEONETTI aujourd'hui : cette solidarité à l'égard d'Alpes d'Azur. J'y reviens en deux secondes. Merci. C'est une solution qui nous permettra d'envisager l'avenir avec sérénité. Roger CIAIS, qui représente ici avec moi cette Communauté de communes, appréciera le geste fort qui est fait aujourd'hui avec ces vides de four. Cela va nous permettre de franchir un cap difficile pour la Communauté de communes. Sans cette proposition, sans cette solidarité territoriale, nous serions probablement toujours empêtrés dans des solutions que nous ne pouvions pas trouver. Merci d'avoir fait cette proposition, cher Jean. Merci, mon cher David, d'avoir également franchi le cap d'une solidarité avec Jérôme, pour proposer sur ce Pôle Métropolitain une belle solution pour l'élimination des déchets.

**M. le Président** - Merci à tous. Nous sommes dans un débat d'Orientation Budgétaire, dans lequel nous évoquons divers thèmes. Vous l'avez compris, je prends, vis-à-vis de vous tous, l'engagement de faire cette proposition à UNIVALOM. C'est UNIVALOM qui validera les deux éléments que l'on vient d'évoquer ensemble. Mais, je ne doute pas qu'UNIVALOM sera dans le même état d'esprit que celui dans lequel nous sommes aujourd'hui et dans lequel vous êtes aujourd'hui et que le SMED et Jean-Marc iront également dans le même sens.

Le deuxième axe de l'action est la mobilité. Nous regarderons tout à l'heure la mobilité vélo. Dans ce plan, vous aurez les quatre axes classiques du développement du vélo. Il y aura l'EuroVelo 8, 55 kilomètres littoral, la Route des Balcons d'Azur, Mougins le Haut-Sophia Antipolis - qui avance très vite et qui se terminera en 2023 grâce à l'action conjointe du maire de Mougins et du Conseil départemental - et Grasse-Biot qui est un autre axe à développer.

Dans ce débat d'Orientation Budgétaire, nous vous proposons de faire un PPAPC (Plan Pluriannuel de Pistes Cyclables). Nous avons des projets ambitieux qui seront évoqués par Thierry OCCELLI en dehors de la séance. Nous allons nous mettre autour d'une table et dire chaque année ce que l'on fait avec un plan sur les quatre ans qu'il nous reste de mandat, le but étant de dire : on en est à ce stade, « cela » est en projet et on prend l'engagement d'avancer annuellement sur un projet significatif. Regardez les 5,5 kilomètres Mougins-Sophia qui sont en train d'être mis en place : cela se fait avec des volontés et avec l'aide du Conseil départemental. C'est un des éléments importants.

Le deuxième élément que vous connaissez est une coordination de l'ouest du Département sur les déplacements de manière plus large. À cet égard, je sais que je peux compter sur vous et sur les Vice-présidents chargés des déplacements pour faire en sorte que nos TCSP se connectent et que l'on ait un réseau efficace.

Je n'oublie pas que ce Département existe et l'autre élément est bien entendu un déplacement littoral qui joint Menton à Théoule, mais on est davantage sur du transversal de transport en commun. Nous continuerons donc à défendre la voie d'arrêt d'urgence comme utilisation d'une voie de bus, tel que cela a été proposé par le Conseil départemental. Donc, deuxième point : avancer sur le plan des déplacements (on a fait de gros efforts sur les déplacements doux et il faut qu'on les accélère), connecter l'ensemble et coordonner toutes nos actions à l'ouest du Département. Je voudrais aussi que l'on travaille ensemble. Nous faisons tous des efforts pour louer des vélos, pour acheter des vélos, pour permettre aux uns et aux autres d'accéder à de la mobilité douce. Peut-être, là aussi, devons-nous nous réunir afin d'avoir une action commune, qu'il n'y ait pas 200 € à un endroit, 220 € à un autre, la location à tel endroit ou autres. Je pense que l'on peut aussi coordonner l'action du déplacement doux. Tel le deuxième axe.

Le troisième axe est un élément qui est plus spécifique au littoral. C'est ce que l'on appelle le STERE. Je ne rentre pas dans le détail. On l'a évoqué en Conseil communautaire. Le STERE est le



Schéma territorial de restauration écologique d'Antibes à Théoule. Jérôme VIAUD et Charles-Ange GINESY sont moins concernés que David LISNARD et moi-même à cette tribune, Charles-Ange rappelant tout à l'heure que le jour où il sera obligé de s'intéresser au STERE, cela voudra dire que Cannes et Antibes se seront transformées en Atlantide. On espère que cela n'arrivera jamais. Mais, sur CAP AZUR, on a une stratégie qui peut être uniquement avec deux agglomérations sur un projet particulier. Ici, c'est un projet que l'on développe avec David LISNARD. Le contexte et l'enjeu sont importants puisqu'il s'agit de concilier la grande plaisance et la protection de l'environnement. Nous avons de grands ports, nous avons une activité économique forte sur notre littoral. Mais, il faut rappeler que depuis 2019, le mouillage des navires de plus de 24 mètres impactant l'activité économique liée à la grande plaisance est interdit dans les baies de Golfe-Juan et de La Napoule. Il faut que l'on travaille sur ce sujet. C'est un des éléments du STERE.

Le deuxième élément concerne les ZMEL (Zone de mouillage et d'équipements légers). Là aussi, pour les navires de plus de 24 mètres, il nous faut mettre en place de manière très organisée le fait que l'arrivée des bateaux sur notre littoral ne détruise ni nos posidonies ni ne pollue un territoire qui est attractif, car nous avons une mer propre.

Bien entendu, il y a les outils de gestion et de financement du STERE, dont les objectifs sont de restaurer les milieux marins. J'ai vu que Cannes restaurait la culture sous-marine. Il faut aussi que l'on cultive l'environnement sous-marin sur la faune et sur la flore. C'est un plan d'action qui tombe bien. Il est d'une durée de trois à quatre ans, avec plusieurs actions. L'Agence de l'eau et la Région viennent en appui. Le portage administratif, c'est CAP AZUR. C'est donc quelque chose que l'on récupère sur CAP AZUR pour pouvoir faire le grand projet de développement durable et de protection environnementale de notre environnement méditerranéen. Concernant le deuxième axe, à la fin de cette année, il faut que nous ayons donc complètement organisé le STERE.

Le troisième point est une initiative qui a eu lieu sur la Communauté d'Agglomération, reprise par Jérôme VIAUD à qui je vais donner la parole. Aujourd'hui, le tourisme n'est pas un tourisme de masse sur la Côte d'Azur. Nous savons aussi que l'on a beaucoup développé le tourisme littoral et que, dans les vingt dernières années, on a peut-être négligé le tourisme du moyen et du haut pays. Or, ce tourisme existe avec les stations de sport d'hiver, mais il existe aussi avec des découvertes de territoires qui correspondent d'ailleurs en grande partie à l'attente de nos concitoyens dans le développement touristique. La CASA avait émis un Préalpes d'Azur avec des itinéraires mer et montagne dans le cadre d'une action conjointe avec le Petit Futé. Je vais donc céder la parole à Jérôme VIAUD qui va maintenant coordonner l'édition d'un Petit Futé, dont j'ignore le titre, mais qui sera celui du Pays Grassois, de la montagne, du moyen pays. Il fera découvrir à nos concitoyens - même s'ils viennent plus massivement sur le littoral que dans le moyen pays - les charmes de la montagne et de l'arrière-pays ou du moyen pays (je ne sais pas comment il faut le dire). Car, les Alpes-Maritimes est un beau Département. Il s'appelle « Alpes » et « Maritimes » : c'est une montagne qui tombe dans la mer. Je passe donc la parole à Jérôme VIAUD.

**M. VIAUD** - Merci, Monsieur le Président. Quelques mots, mais vous avez très bien résumé l'action dans le prolongement de ce qui a été fait avec le Petit Futé, dans l'envie d'ouvrir des perspectives supplémentaires, dans le prolongement du travail qui est mené avec le CRT, dans le prolongement du travail que nous menons aussi, cher Jean LEONETTI, avec le syndicat de Gréolières et de L'Audoubert sur nos territoires communs, dans l'envie de faire découvrir, de mettre en lumière cette magnifique montagne, ce moyen, ce haut pays. Par rapport au fait de coordonner cette action, je suis heureux de pouvoir aller dans ce sens, porter ce message, permettre à nos concitoyens de se rendre compte que l'on a, à deux pas de nos lieux de vie, peut-être la plus grande richesse qui est notre environnement. C'est ce qui est préservé. C'est ce qui permet aussi de vivre ces moments d'expérience très différents avec des paysages, des environnements de



ument, de ce livret qui permettra  
est riche, large et qui permet à t  
l'on est un territoire qui s'unit et  
ys, en étroite liaison, en étroite rés  
er cette mission, cher Jean LEONE

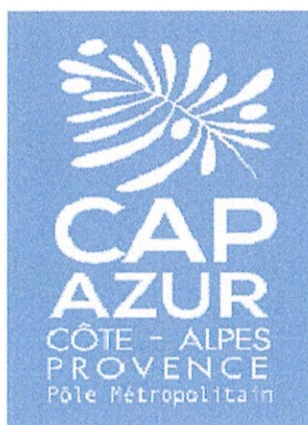
*Extrait de la délibération :*  
LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, prend acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022 sur la base du rapport exposé ci-dessus.

Le secrétaire de séance  
**Jérôme VIAUD**

chromel line

PAEF 06  
08.11.2022

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES  
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



## **POLE METROPOLITAIN CAP AZUR**

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE ORDINAIRE  
DU 29 MARS 2022**

## Séance de 10h15

PREF 05  
05/11/2022

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf mars à 10 heures 15, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle du chapiteau aux Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### PRESENTS :

M. Jean LEONETTI, M. Thierry OCCELLI, M. David LISNARD, M. Jérôme VIAUD, M. Charles Ange GINESY, M. Lionnel LUCA, M. Christophe FIORENTINO, M. Richard GALY, M. Jean-Pierre DERMIT, M. Yves PIGRENET

### REPRESENTES :

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI, M. Eric MELE par M. Frédéric POMA, M. Kévin LUCIANO par M. Gilbert HUGUES, M. Joseph CESARO par M. Jean-Pierre CAMILLA, M. Sébastien LEROY par M. Charles BAREGE, M. Pierre CORPORANDY par M. Roger CIAIS

### PROCURATION :

Mme Michèle PAGANIN à M. Jérôme VIAUD

### ABSENTS :

Mme Sophie ROHFRIETSCH, M. Pierre ASCHIERI, M. Jean-Marc DELIA

Formant la majorité des membres en exercice ;

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **M. Jérôme VIAUD** est désigné comme secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

## Ordre du jour

- |                           |  |
|---------------------------|--|
| <b>1. M. Le Président</b> | Approbation du Compte de gestion 2021                |
| <b>2. M. Le Président</b> | Approbation du Compte administratif 2021             |
| <b>3. M. Le Président</b> | Affectation du résultat du Compte administratif 2021 |
| <b>4. M. Le Président</b> | Approbation du Budget primitif 2022                  |

### Présentations

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| M. Thierry OCCELLI                  | Actions vélo Cap Azur,                 |
| M. Marc COMBES et Mme Allison CAZAL | Bilan d'exploitation du réseau Wiiiiz, |
| M. Didier ROSSI                     | La semaine du compostage               |







**M. le Président** - Nous passons maintenant à un autre ordre du jour. C'est toujours une séance du Conseil métropolitain. Je prie tout le monde de m'excuser d'être obligé de recommencer l'appel nominal, que je vais faire à la vitesse du son.

*Appel nominal.*

**M. le Président** - Le quorum est atteint. C'est toujours le même qui est le plus jeune, c'est donc toujours le même qui est secrétaire de séance. Les procurations sont transmises et l'appel nominal est donc terminé.

## **1. Approbation du Compte de gestion 2021**

**M. le Président** - L'examen de l'ordre du jour est le Budget principal : l'approbation du Compte de gestion 2021. Vous me permettez un peu plus sobriété. La stratégie développée à CAP AZUR est de développer des projets et chacun les finance. L'approbation du Compte de gestion 2021 est donc l'approbation de l'utilisation de l'euro symbolique et je ne connais pas exactement la manière dont il a été utilisé.

Sur l'approbation du Compte de gestion, on vous demande votre approbation.

Personne n'est contre ni s'abstient ?

On passe à l'approbation du Compte administratif 2021. Normalement, je m'en vais, ainsi que Monsieur LISNARD. On laisse donc la parole et le pouvoir à Charles-Anges GINESY.

---

### Extrait de la délibération :

*LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :*

- *d'approuver le Compte de Gestion du Budget Principal du Pôle Métropolitain CAP AZUR de l'exercice 2021, établi par Monsieur Le Comptable Public, lequel est certifié conforme par l'Ordonnateur, Monsieur le Président ;*
  - *de déclarer qu'il n'appelle ni observation ni réserve.*
- 

## **2. Approbation du Compte administratif 2021**

---

### Extrait de la délibération :

*LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, CONSTATE que l'ensemble des chapitres de Fonctionnement et d'Investissement, tant en recettes qu'en dépenses, s'établit à 0 €*

---

## **3. Affectation du résultat du Compte administratif 2021**

**M. GINESY** - Mes chers collègues, en l'absence du Président Jean LEONETTI et de David LISNARD, je vous propose de voter ce Compte administratif qui est d'une grande puissance, puisque nous sommes toujours sur l'euro symbolique. Il est tout à fait conforme au Compte de gestion. Nous en prenons acte et je vous demande donc de l'approuver.

Qui s'abstient ? Qui s'oppose ? Qui est pour ?

Il est donc approuvé à l'unanimité.

Extrait de la délibération :

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, CONSTATE que l'ensemble des chapitres de Fonctionnement et d'Investissement, tant en recettes qu'en dépenses, s'établit à 0 €

On peut demander au Président de séance Jean LEONETTI de revenir. Ce fut bref, rapide et en toute confiance. Le Président LEONETTI fait de la résistance. Il s'interroge sur notre vote. Monsieur le Président, vous pouvez revenir sans doute. Votre Compte administratif, élaboré par vos services, a été adopté à l'unanimité, sans une seule remarque.

#### 4. Approbation du Budget primitif 2022

**M. le Président** - Pardon à tous pour ce formalisme un peu ridicule, mais qui est obligatoire pour que les choses se passent dans les règles. Sur le Budget primitif, vous ne serez pas étonnés que je vous propose la même chose. Les projets que nous avons évoqués devront être financés. Mais, que ce soit la communication sur les déchets, que ce soit l'action que l'on va mener en matière d'UNIVALOM, que ce soit l'action sur le Plan Vélo, que ce soit l'action sur le STERE, chacun participera à hauteur proportionnelle, en fonction de la nécessité du projet lui-même, y compris pour le Petit Futé.

Je vous propose, une fois de plus, aucune indemnité pour les élus, aucun frais de structure administrative et technique et un budget à 1 €. Je vous demande donc une approbation.

Personne n'est contre ni s'abstient ?

Le Budget est donc approuvé.

Extrait de la délibération :

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le Budget Primitif de l'année 2022, Chapitre par Chapitre, du Budget Principal, comme ci-dessus

Je vous remercie de cette séance un peu techniquement formelle.

Si vous le voulez bien, nous passons maintenant à trois présentations rapides :

- l'action vélo CAP AZUR que Thierry OCCELLI va présenter ;
- le bilan d'exploitation du réseau WiiiZ qui est une des premières actions que nous avons menées sur les bornes électriques, présenté par Allison CAZAL ;
- la Semaine du Compostage que Didier ROSSI nous proposera.

Concernant la Semaine du Compostage, nous devons également avoir une action dans nos écoles et partout sur le territoire, pour faire en sorte de diminuer nos déchets de manière écologique.

La première action est donc l'Action vélo CAP AZUR. Thierry OCCELLI.

**M. OCCELLI** - Merci, Monsieur le Président. Je vais vous faire une présentation assez rapide. C'est un sujet que vous connaissez tous. En introduction, on peut dire que le développement



du vélo et de la mobilité douce sur le trajet domicile-travail est un complément. On ne peut pas miser totalement sur cette mobilité douce et sur ce déplacement vélo au quotidien. C'est un complément pour diminuer les embouteillages et le flux des voitures, mais également pour préserver la qualité de l'air et la santé publique.

J'ai bien compris, Monsieur le Président, que ce que je vais présenter s'inscrit dans le cadre du PPAPC. C'est nouveau, je viens de le découvrir, mais je suis entièrement d'accord pour mettre un plan pluriannuel sur les pistes cyclables.

La continuité des itinéraires du quotidien fait partie de notre objectif principal, sachant que l'on a défini qu'il n'était pas nécessaire d'avoir des pistes cyclables en permanence et partout. On ne peut d'ailleurs pas les construire partout. L'usage des chemins communaux, le partage des voies communales peuvent aussi servir d'itinéraire cyclable. Ce qui est impératif pour le déplacement vélo, c'est de préparer, d'imaginer et de mettre en place des stationnements. Les stationnements vélos peuvent être des consignes à vélos, des box sécurisés ou simplement des racks de stationnements.

Le Président disait tout à l'heure que, sur les années à venir, le programme comportait quatre axes structurants pour la mobilité du quotidien. Il s'agit d'assurer la continuité hors des limites administratives et de travailler en collaboration. Si je puis me permettre, Monsieur le Président du Conseil départemental, à ce stade, on peut tous vous remercier, car sur le déplacement cyclable et sur les pistes cyclables, vous êtes moteur, vous êtes financeur. Vous êtes vraiment une locomotive. La difficulté que nous avons, les uns et les autres, pour avancer sur ces pistes cyclables, c'est la gestion du foncier et des voiries, où parfois, on arrive sur de la commune, parfois sur de l'agglomération et bien souvent sur des départements. C'est donc vraiment une collaboration de nous tous pour aller de l'avant sur ces pistes cyclables.

L'axe 1 est l'EuroVelo 8. Il s'agit de 55 kilomètres sur nos territoires. Nous avons déjà réalisé 43,5 kilomètres, le programme 2022-2023 étant de 3,5 kilomètres. Cela ne paraît pas beaucoup, mais chaque année, il est prévu d'avancer le plus possible, avec toutes les difficultés que j'évoquais préalablement. Nous avons des secteurs très compliqués, notamment les remparts à Antibes, ce secteur où la voirie est très contrainte. Il faut vraiment des décisions et du travail important pour le réaliser.

L'axe 2 est la Route des Balcons d'Azur qui va de Grasse à Vence, avec 56 kilomètres d'itinéraire. On a déjà réalisé une cinquantaine de kilomètres. Cette année et l'année prochaine, on ne fera que 500 mètres, car on ne peut pas faire autrement. Mais, pour notre ami Frédéric, Maire de Tourrettes, l'important est que la passerelle sur le viaduc est prévue pour 2024, ce qui est un gros investissement. Évidemment, le Conseil départemental est très engagé sur cette passerelle à Tourrettes.

L'axe 3 est Mougins le Haut-Sophia. On le disait tout à l'heure, merci Richard GALY, Maire de Mougins, Vice-président, à mobilité également à Cannes Pays de Lérins. Je fais d'ailleurs une petite parenthèse. On a la chance de se voir de temps en temps et de travailler concrètement sur de vrais sujets. Je dirai tout à l'heure un mot sur la connexion des bus. Sur le Plan Vélo, cet itinéraire de 4 kilomètres n'est pas long, mais il est déterminant pour arriver sur Sophia en vélo. Il reste donc 1,5 kilomètre. Cela est en voie de finition cette année.

L'axe 4 est Grasse-Biot, 23 kilomètres, avec 16 kilomètres déjà réalisés et 2 kilomètres 22-23. Cet axe est également déterminant pour le déplacement vélo.



Concernant « Choisir le vélo », nous avons délibéré la semaine dernière au Conseil communautaire sur une participation financière, en cofinancement des trois agglomérations, avec « Choisir le vélo », une association avec laquelle nous travaillons. Je rappelle qu'il s'agit de 10 000 € par collectivité. Cela permet de s'appuyer sur cette association qui est très présente sur le territoire, dont le but est essentiellement d'informer les usagers du vélo et d'encourager. Nous nous en servons beaucoup par rapport à la Casa du Vélo, où les locations et les prix des vélos réguliers sont gérés par cette association.

Concernant l'accompagnement, les actions sont les suivantes :

- 70 séances d'ateliers collaboratifs ;
- 7 convois vélo-bus réalisés par cette association ;
- aider à acquérir son vélo (donc « bourse au vélo »).

Le Président disait tout à l'heure que nous avons, les uns et les autres, nos dispositifs pour aider la prise en main ou la reprise de l'activité vélo domicile-travail. Certains d'entre nous ont proposé des locations longue durée, d'autres des aides à l'acquisition. À un moment donné, il va donc peut-être falloir s'accorder et avoir le même dispositif.

On est en train de vous distribuer la carte du schéma d'orientation cyclable de CAP AZUR. Vous verrez donc les axes énumérés avec les portions faites et celles qui sont à réaliser. On a déjà bien avancé, mais il y a encore un travail considérable.

Voilà pour la présentation. Monsieur le Président, vous m'autoriserez juste un petit mot par rapport à la connexion des bus. On a travaillé avec Richard GALY sur Font de l'Orme, où aujourd'hui, on a une navette qui fait Sophia-l'école... je ne sais plus son nom. Justement, on est en train de faire une enquête pour poursuivre jusqu'à la clinique. Dans la mesure où le BHNS Cannes-Mougins va arriver à Tournamy - je pense en 2024 -, on est en train de travailler ensemble sur une connexion de navettes Gare routière-Sophia-Tournamy pour avoir une liaison efficace des deux BHNS. Tel est le travail que nous faisons en commun. Évidemment, à un moment donné, on va devoir créer et mettre en place des conventions pour faciliter le cofinancement de ces dispositifs. Le travail est engagé.

**M. le Président** - Je ne doute pas que vous y arriviez. Merci pour cette première présentation. Elle montre que le vélo avance et que si l'on se fixe des étapes successives, on peut avoir, sur ces quatre axes, quelque chose de totalement réalisé, ou réalisé à 90 % à la fin de ce mandat.

Le deuxième élément est le réseau Wiiiiz, présenté par Allison CAZAL. Il montre que notre première action continue à prospérer.

**M. COMBES** - Bonjour. Nous sommes deux à présenter, Monsieur le Président. Pour ceux qui ne me connaissent pas, je me présente. Je suis Marc COMBES, Conseiller communautaire de la CAPG et élu référent du Plan Climat Ouest 06. Je présente avec Allison CAZAL, qui est la chargée de mission de ce Plan Climat.

Effectivement, Monsieur le Président, vous l'avez évoqué, il s'agit de la première mise en place pour CAP AZUR en février 2018. Cela fait déjà quatre ans. Il s'agit d'un projet qui fonctionne bien.

Je fais un petit rappel :

- 145 bornes sont actuellement réparties sur les trois territoires ;
- 46 sont déployées sur le Pays de Grasse ;
- 52 sont déployées sur la CASA ;



- 47 sont déployées sur Cannes Pays de Lérins.

Pour l'année 2021, nous avons eu :

- 30 900 charges (ce qui est en accroissement permanent) ;
- 615 abonnés (un chiffre assez important) ;
- 3 326 136 kilomètres parcourus en véhicules électriques (calculés par nos prestataires) ;
- une moyenne de 3,05 heures de temps de charge par véhicule ;
- notre parc est très fiable, puisqu'il y a 96 % de disponibilité (très peu de pannes et d'incidents ont été constatés, ce qui est très important).

Je laisse la parole à Allison qui va vous présenter les chiffres.

**Mme CAZAL** - Merci. Comme vous pouvez le constater, vous avez devant vous les chiffres pour l'année 2021, à savoir le nombre de charges par mois. Entre le premier et le dernier trimestre de l'année, on a un doublement du nombre de charges. Ce sont des résultats très encourageants. Il en est de même pour le nombre d'abonnés qui passe de 297 à 615 au cours de l'année.

De manière plus globale, voilà les chiffres du réseau depuis le lancement en 2018. On constate que l'évolution est continue depuis le lancement. On remarque l'impact des trois confinements qui créent une diminution du nombre des charges sur ces mois-là, sinon, la tendance reste à la hausse.

Vous avez ici le top 10 et le top 20 des communes et des stations où l'on a enregistré le plus de charges cette année. Nous avons en tête Cannes, suivi d'Antibes, Valbonne et Le Cannet, et enfin, Grasse. Sur Cannes et Antibes, on a enregistré plus de 5 000 charges cette année.

Concernant les stations, ce sont celles qui sont dans les grandes villes qui ont enregistré le plus grand nombre de charges, avec la station n° 1 qui se situe à Antibes avec 1 400 charges annuelles.

Voici une cartographie qui vous présente visuellement la répartition des charges sur le territoire. On remarque qu'elles sont centralisées sur la bande littorale et dans les villes. On a un nombre un peu plus faible de charges sur le haut pays, mais elles commencent à se développer.

**M. COMBES** - Il faut préciser qu'il y a moins de bornes sur le haut pays et moins de charges. Au départ, il s'agit d'une volonté d'avoir une mission de Service Public et d'assurer un développement sur l'ensemble du territoire, le but étant que toutes les parties soient représentées et que l'on puisse desservir. Il faut espérer que cela se développe aussi avec un projet que l'on a dans le cadre du Plan Climat, à savoir que cela soit utilisé par les entreprises (notamment les petites fourgonnettes et autres) qui puissent utiliser ce maillage pour utiliser l'ensemble du territoire.

Effectivement, le projet va se développer, car d'ici à 2026, il y aura 30 bornes supplémentaires sur chaque territoire des Pays de Grasse, de CASA et de Cannes Pays de Lérins. Il faut également noter qu'en 2022, la Communauté de communes Alpes d'Azur et Estérel Côte d'Azur Agglomération ont rejoint le réseau Wiiiiz, ce qui en fait maintenant un réseau très maillé. Pour chacun de ces deux nouveaux territoires, il y aura 50 bornes en projet d'ici 2026 et 40 dès 2022.

De plus, la Loi d'Orientation des Mobilités impose, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2025, que tous les parkings de plus de 20 places, qu'ils soient publics ou privés, soient équipés d'un point de charge par tranche de 20 places.

**Mme CAZAL** - Je vais maintenant faire un rapide bilan des interventions de maintenance. Marc COMBES vous a indiqué que le réseau était très fiable avec un taux de disponibilité de 96 % qui est au-dessus de la moyenne nationale, laquelle se situe aux alentours de 75 %.

On a deux types d'intervention de maintenance sur le réseau.



On a ce que l'on appelle les « télédépannages » qui sont les actions à distance qui peuvent être, par exemple, des assistances « parcours-clients », des informations commerciales, des déclenchements ou des arrêts de charge. Sur le réseau Wiiz, en 2021, on a enregistré 2 656 interventions de télédépannages, dont environ 1 000 sur la CASA et sur la CACPL, et 344 sur la CAPG.

Concernant les interventions qui ont nécessité une assistance physique du prestataire, on a entre 9 et 19 interventions en fonction du territoire, soit 9 pour la CASA, 15 pour la CAPG et 19 pour la CACPL, ce qui fait 43 interventions sur l'année, chiffre qui reste très correct.

Pour finir, concernant les statistiques du service client, afin d'assister les usagers, le réseau Wiiz a mis en place une hotline technique et un service client e-mail. Sur la hotline, nous avons enregistré cette année 3 635 appels, avec un taux de réponse de 83 %. Il faut savoir que, durant l'été, on a eu une affluence très importante d'usagers, et donc d'appels. De plus, on a reçu 476 mails en 2021, avec un temps de réponse moyen de 72 heures ouvrées.

**M. COMBES** - Nous avons terminé. Ce bilan est satisfaisant, car nous sommes en constant accroissement, avec un taux de satisfaction également important. Je pense que l'on peut être content de notre action sur CAP AZUR. Merci, Monsieur le Président.

**M. le Président** - Merci. Bravo. C'est une belle activité qui continue à se développer. Je voudrais donner la parole à Roger CIAIS, s'il le souhaite.

**M. CIAIS** - Merci, Monsieur le Président. Je voudrais savoir si les recettes couvrent les frais de fonctionnement.

**Mme CAZAL** - À l'heure actuelle, les recettes encaissées permettent de couvrir les frais de fonctionnement du réseau. On fait actuellement face à l'augmentation des coûts de l'électricité, donc, on verra dans les mois et les années à venir, mais pour le moment, oui.

**M. COMBES** - Je tiens à préciser qu'au départ, quand on a lancé le projet, l'objectif était d'assurer un lancement de l'action. Car, on ne sait jamais si ce sont les bornes qui développent les voitures ou si c'est en raison des voitures qu'il faut développer des bornes. Cette question s'était posée. On avait donc des inquiétudes sur projet, mais c'était plutôt une mission de Service Public dès le départ. Cependant, comme vient de le dire Allison, on a d'heureuses surprises, car pour l'instant, nos frais sont couverts, ce qui est plutôt une bonne chose.

**M. CIAIS** - Je suppose, qu'à terme, il n'est pas question que les collectivités territoriales subventionnent les usagers.

**M. COMBES** - La charge n'est pas gratuite. Il y a des coûts qui sont des barèmes de prix suivants que l'on est en zone urbaine ou rurale. Effectivement, aujourd'hui, la question est de savoir si l'on va réaugmenter ce coût dans le temps, ce qui est prévu. Mais, pour l'instant, ce n'est pas gratuit. Ce n'est pas l'objectif. L'objectif n'est pas non plus de continuer à investir. La nouvelle Loi des Mobilités qui impose, sur 20 places de parkings, d'avoir une borne de recharge va forcément inciter le privé à se développer également.

**M. CIAIS** - Est-ce nous qui fixons le tarif ?

**Mme CAZAL** - Oui.

**M. CIAIS** - Mon inquiétude était que les gens qui ont des voitures électriques soient avantagés par rapport à ceux qui ont des voitures diesel, où quand ils vont à la pompe, ils ne sont pas subventionnés par les collectivités territoriales.

**M. le Président** - Non, ce n'est pas l'esprit dans lequel nous sommes. On ne finance pas la pompe à essence et on ne va pas financer la pompe électrique. Est-on bien d'accord là-dessus ?



**Mme CAZAL** - Oui.

**M. le Président** - Très bien. Merci. Je cède maintenant la parole à Didier ROSSI qui va nous dire que la Semaine du Compostage dure toute l'année. Non ?

### Le compostage

**M. ROSSI** - Merci, Président. Pas tout à fait, mais il faut composter tout au long de l'année, Président. Compostons, compostons. Vous avez raison.

Il s'agit d'une information et non une grande présentation. C'est simplement le renouvellement d'une opération qui a pris naissance sur CAP AZUR il y a quelques années. Cette opération a débuté le 26 mars et se terminera le 10 avril de cette année.

Comme chaque année, via le réseau des déchetteries d'UNIVALOM et du SMED, nos usagers ont la possibilité de récupérer du compost : vous venez avec un contenant et vous pouvez repartir avec du compost. On est dans une période où l'on commence à s'occuper de son jardin. Il y a donc la possibilité de récupérer gratuitement du compost via le réseau des déchetteries de l'ouest du Département. Il n'y a rien de nouveau. On vous invite donc à participer à cette opération.

Quelques chiffres par rapport au compostage, Président, et j'en aurai terminé :

- plus de 10 000 composteurs ont été distribués depuis ces dernières années sur CAP AZUR ;
- plus de 37 sites collectifs dans les écoles ;
- 136 sites implantés dans le domaine public ou dans les résidences.

Vous voyez que le compostage se porte bien sur CAP AZUR. Il faut continuer réduire nos déchets via le compostage. J'ai terminé.

**M. le Président** - Dans ce domaine, je pense que nous devons être très proactifs :

- il faut relancer le compostage individuel ;
- il faut continuer l'action éducative que nous avons menée dans les écoles, car dans le domaine environnemental, on sait que les enfants apprennent aux parents et les poussent à des cercles vertueux ;
- à l'intérieur des villes et des villages, il faut faire des centres de compostage dans lesquels les gens amènent leurs produits et récupèrent du compost.

On a une action très positive sur le plan environnemental, mais rappelez-vous : 30 000 tonnes. Il faut économiser 30 000 tonnes sur le territoire de CAP AZUR. On peut y arriver en faisant l'évaluation en particulier des déchets verts avec le SMED d'un côté, avec la complémentarité, avec les deux usines, avec la métropole. Ce Département doit être autosuffisant et ne doit pas être à la merci de variations de prix qui mettent les communes en difficulté. On doit avoir une stabilité dans ce domaine. Allons donc directement au compost. Distribution gratuite de compost. Et quand on a du compost, on a de beaux fruits, de beaux arbres et de belles fleurs. David LISNARD, Président des Maires de France.

**M. LISNARD** - Merci, Monsieur le Président. Cela est très pertinent. Il faut vraiment que l'on pousse chacun dans nos communes, comme on le fait d'ailleurs déjà. Le compost a effectivement vocation à produire de beaux fruits. Il répond également à cet objectif de sobriété dans le tonnage que l'on évoquait tout à l'heure, avec la réduction des tonnages dans l'utilisation et l'optimisation des déchets putrescibles. De plus, la pertinence de cette action chapeautée par CAP AZUR est que l'on contribue au fait d'assurer un débouché en aval. Sur toutes ces filières, la grande difficulté, c'est l'aval, c'est-à-dire : que fait-on du compost ? C'est souvent ce qui a bloqué dans le passé.



Là, l'individu produit du compost, mais il en reçoit également. Je pense que cela est très pertinent. On couple également cela, dans l'utilisation des déchets putrescibles, par les expérimentations en matière de production de biogaz. On peut donc avoir une vraie filière qui réponde à tous ces objectifs écologiques et économiques que l'on évoquait tout à l'heure, lorsque l'on parlait de la problématique de cet excédent de 30 000 tonnes de déchets à traiter.

**M. le Président** - Merci David, merci Charles-Ange, merci Jérôme. Merci à vous tous. Vous avez compris que l'on a une feuille de route ambitieuse et exigeante. Ce n'est pas parce que l'on a un budget à 1 € que l'on ne doit pas mener cette politique. Car, comme vient de le dire très pertinemment David, les gens comprennent très bien quand on leur dit « Économie, écologie ». Quand l'écologie débouche sur des économies, quand ils voient que leur taxe d'enlèvement des ordures ménagères peut diminuer, quand ils voient que l'utilisation des moyens de transport s'optimise, on a une restitution de la noblesse de l'action publique. Au travers de ce budget ridicule, CAP AZUR a des ambitions qui ne le sont pas. Merci à vous tous. Je vous souhaite une bonne semaine et vive CAP AZUR.

(Applaudissements)



Le Président  
**Jean LEONETTI**



Le secrétaire de séance

**Jérôme VIAUD**

